



REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY



COMPTE RENDU D'AUDIENCE DE CONCILIATION ET CONTENTIEUSE DU 23 DECEMBRE 2025

PRESIDENT : ABDOURAHAMANE ALMOU GONDAH
JUGES CONSULAIRES : HARISSOU LIMAN BAWADA

IBBA AHMED

GREFFIERE : Mme ABDOULAYE BALIRA

N°	RG	DEMANDEUR	DEFENDEUR(S)	RÉSULTATS
----	----	-----------	--------------	-----------

CONCILIATION

AFFAIRES

512/25	LA SOCIETE ZAMANI TELECOM NIGER SA	LA SOCIETE CERAGON NETWORKS SENEGAL SUARL	<u>LE TRIBUNAL</u> - Constate qu'il s'agit d'une opposition à l.P - R devant le juge conciliateur Maimouna Oumarou Ibrahim
--------	---	--	--

CONTENTIEUX (AFFAIRES DU JOUR)

295/25	MR SOUMAILA HASSANE	MR MOULAYE CHERIF	D AU 14/01/2026
333/25	MME DJIBRILLA MOSSI MARIAMA	CHANHUM ANTOINE MAHEGNON FELICIEN	D AU 14/01/2026
372/25	SOCIETE DES MINES DU LIPTAKO	MR DAOUDA ISSOUFOU ASSOUMANE	D AU 14/01/2026





REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY



D AU 14/01/2026

SPEN

380/25

SIDIKOU

IDRISSA

YAHAYA

IDRISSA ET

AUTRES

SOCIETE AL

1 COMPAGNIE

NIGER AIRLINE

2 ETAT DU

NIGER

5

337/25

AIRLINES SA

MANAR

D AU 14/01/2026

DELIBERES DU JOUR

MR MAMAN

SALISSOU

OUMAROU DAN

LELE

ISSA OUMAROU

321/25

EMMANUEL

Statuant publiquement contradictoirement à l'égard du demandeur, par défaut à l'encontre du défendeur, en matière commerciale et en premier et dernier ressort :

- ✓ Reçoit Emmanuel Goubadje en son action;
- ✓ Déclare son action fondée;
- ✓ Condamne Issoufou Djibo à lui payer la somme de 5.570.000 FCFA en principal;
- ✓ Condamne en outre Issoufou Djibo à lui payer la somme de trois millions (3.000.000) FCFA à titre de dommages intérêts;
- ✓ Dit que l'exécution provisoire de la présente décision est de droit;
- ✓ Condamne Issoufou Djibo aux dépens.

1



Avis du droit d'opposition: Huit (8) jours qui suivent celui de la signification à personne, lorsque la signification n'a pas été faite à personne, l'opposition peut être formée dans les huit (8) jours qui suivent celui où l'intéressé en aura eu connaissance, soit par déclaration reçue et actée par le greffier du tribunal de céans, soit par exploit d'huissier.

Avis du droit de pourvoi : Un (01) mois devant la Cour d'Etat à compter du jour de la signification de la présente décision par requête écrite et signée à déposer au greffe du tribunal de commerce de céans.



REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY



285/25 STE DANGARA BSIC

ET FILS

LE TRIBUNAL

Rabat le délibéré pour reprise des débats

- Revoque l'ordonnance de clôture
- R devant le juge Illa Moumouni pour la continuation des échanges.

2

374/25

M SITA
MOUSTAPHA
HASSAN

1 ORANO
MINING SA
2 SOMAIR SA
3 COMINAK SA
4 IMOURAREN
SA

LE TRIBUNAL

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort

:

- ✓ Rejette l'exception d'irrecevabilité comme étant mal fondée ;
- ✓ Reçoit Sita Moustapha Hassan en son action ;
- ✓ Condamne solidairement les défenderesses à lui payer la somme de 136.887.349 FCFA pour les factures échues avant l'intervention des résiliations des contrats ;
- ✓ Les condamne en outre à lui payer la somme de dix (10.000.000) millions de FCFA à titre de frais irrépétibles ;
- ✓ Le déboute du surplus de ses demandes comme mal fondé ;
- ✓ Déboute les défenderesses en leur demande reconventionnelle comme mal fondée ;
- ✓ Condamne les défenderesses aux dépens.

Avisé les parties de leur droit de faire appel du présent jugement dans le délai de huit (08) jours de son prononcé devant la chambre commerciale spécialisée de la cour d'appel de Niamey par déclaration écrite ou verbale au greffe du tribunal de céans, ou par voie d'huissier.



326/25

SOCIETE GIBS
AGRO
INDUSTRIE

SIEUR MOUSSA
OUSMANE
HASSANE

LE TRIBUNAL

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale, en premier et dernier ressort:

- ✓ Reçoit la demanderesse en son action;

4



REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY



- ✓ Ecarte la pièce arguée de faux du débat;
- ✓ Déboute la demanderesse en son action comme étant mal fondée ;
- ✓ Reçoit la demande reconventionnelle de Moussa Ousmane Hassane ;
- ✓ La déclare fondée et par conséquent condamne la société Gibs Agro-Industrie SARLU à lui payer les sommes de cinq (5.000.000) millions de FCFA à titre de dommages intérêts pour procédure abusive et d'un (1.000.000) million de FCFA à titre de frais irrépétibles ;
- ✓ Dit que l'exécution provisoire de la présente décision est de droit ;
- ✓ Condamne la société Gibs Agro-Industrie aux dépens.

Avis du droit de pourvoi : Un (01) mois devant la Cour d'Etat à compter du jour de la signification de la présente décision par requête écrite et signée à déposer au greffe du tribunal de commerce de céans.

LE TRIBUNAL

- Constate la conciliation intervenue entre les parties et leur en donne acte ;
- Dit par conséquent que l'instance est éteinte accessoirement à l'action ;
- Dit qu'il n'y a pas lieu à condamnation aux dépens.

328/25 LA SOCIETE HAMADOU
M.A GLOBAL ABDOURAHAM
CORPORATION ANE

373/25 ENTREPRISE SOCIETE
ADAM CO/TA SUMMA
CONSTRUCTION

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale, en premier et dernier ressort:

LE TRIBUNAL

- ✓ Reçoit la demanderesse en son action;
- ✓ Constate la résiliation abusive du contrat liant les parties par la société SUMMA construction devenue FB Group pour non-respect du délai de préavis ;
- ✓ La condamne par conséquent à payer à la demanderesse la somme de cinq (5.000.000) millions de FCFA à titre de dommages intérêts;





REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY



- ✓ Déboute la demanderesse du surplus de ses demandes comme mal fondé ;
- ✓ Dit que l'exécution provisoire de la présente décision est de droit ;
- ✓ Condamne la société FB Group aux dépens.

Avis du droit de pourvoi : Un (01) mois devant la Cour d'Etat à compter du jour de la signification de la présente décision par requête écrite et signée à déposer au greffe du tribunal de commerce de céans.

43/23

STE MARCHE
EUROPEEN

L'AGENCE
NATIONAL
EXPLOITATION
DES
INFRASTRUCTU
RES SPORTIF DU
NIGER (ANEIS)

LE TRIBUNAL

Statuant publiquement, contradictoirement à l'égard de la demanderesse, de l'Agence Nationale d'Exploitation des Infrastructures Sportives (ANEIS) et de l'Etat du Niger, par jugement réputé contradictoire à l'encontre du Stade Général Seyni Kountché et de la Ville de Niamey, en matière commerciale et en premier ressort:

- ✓ Se déclare compétent ;
- ✓ Rejette l'exception d'irrecevabilité comme étant mal fondée ;
- ✓ Reçoit la société Marché Européen en son action ;
- ✓ Constate que la demanderesse était liée à l'ANEIS par deux contrats de bail à usage professionnel d'une durée de 20 ans chacun à compter du 1^{er} février 2021 ;
- ✓ Constate que, conformément aux deux contrats de bail, la demanderesse avait aménagé les deux sites objet du bail en érigeant des constructions en matériaux préfabriqués ;
- ✓ Constate la dissolution de la bailleresse par l'Etat du Niger qui l'avait, auparavant, créée ;
- ✓ Constate qu'à la date du 30 mars 2021, date de constat d'huissier, les constructions érigées sur les deux sites objet de deux contrats de bail étaient en train d'être démolies sur instruction de l'Etat, qui se trouve être le nouveau bailleur ;
- ✓ Constate que depuis lors, la locataire est privée de la jouissance des lieux objet du bail ;





REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY



- ✓ Dit que cela s'analyse en une rupture unilatérale et abusive des contrats de bail par le nouveau bailleur;
 - ✓ Condamne par conséquent l'Etat du Niger à lui la somme de 4.980.000FCFA à titre de frais avancés (loyers, électricité et eau) ;
 - ✓ Condamne en outre l'Etat à lui payer la somme de cent millions (100.000.000) de FCFA à titre de dommages intérêts pour toutes causes de préjudice confondues ;
 - ✓ La déboute du surplus de ses demandes comme non justifié ;
 - ✓ Ordonne l'exécution provisoire de la présente décision nonobstant toute voie de recours ;
 - ✓ Met les dépens à la charge de l'Etat du Niger.
- Avisé les parties de leur droit de faire appel du présent jugement dans le délai de huit (08) jours de son prononcé devant la chambre commerciale spécialisée de la cour d'appel de Niamey par déclaration écrite ou verbale au greffe du tribunal de céans, ou par voie d'huissier.

324/25

BEL OEUF
SARL

VERBEEK
HATCHERIE
INTERNATIONAL

LE TRIBUNAL

- Statuant publiquement contradictoirement à l'égard de la demanderesse, par défaut à l'encontre de la défenderesse, en matière commerciale et en premier et dernier ressort :**
- ✓ Reçoit la société Belle Oeuf en son action;
 - ✓ Constate la mauvaise exécution de leur contrat par la société VERBEEK HATCHERIES International;
 - ✓ Condamne cette dernière à payer à la demanderesse la somme de 30.003.469 FCFA représentant la valeur de 30.780 poussins morts ;
 - ✓ La condamne en outre à payer à la société Belle Oeuf la somme de vingt millions (20.000.000) FCFA à titre de dommages intérêts;
 - ✓ Déboute de la demanderesse du surplus de ses demandes comme non fondé;
 - ✓ Dit que l'exécution provisoire de la présente décision est de droit;
 - ✓ Condamne la société Verbeek aux dépens.



Avis du droit d'opposition: Huit (8) jours qui suivent celui de la signification à personne, lorsque la signification n'a pas été faite à personne, l'opposition peut être formée dans les



REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY



huit (8) jours qui suivent celui où l'intéressé en aura eu connaissance, soit par déclaration reçue et actée par le greffier du tribunal de céans, soit par exploit d'huissier.

Avis du droit de pourvoi : Un (01) mois devant la Cour d'Etat à compter du jour de la signification de la présente décision par requête écrite et signée à déposer au greffe du tribunal de commerce de céans.

Arrêté le présent rôle à 15 dossiers

Fait à Niamey, le 23 DECEMBRE 2025

Le Greffier en Chef

